

# LE MONDE *diplomatique*

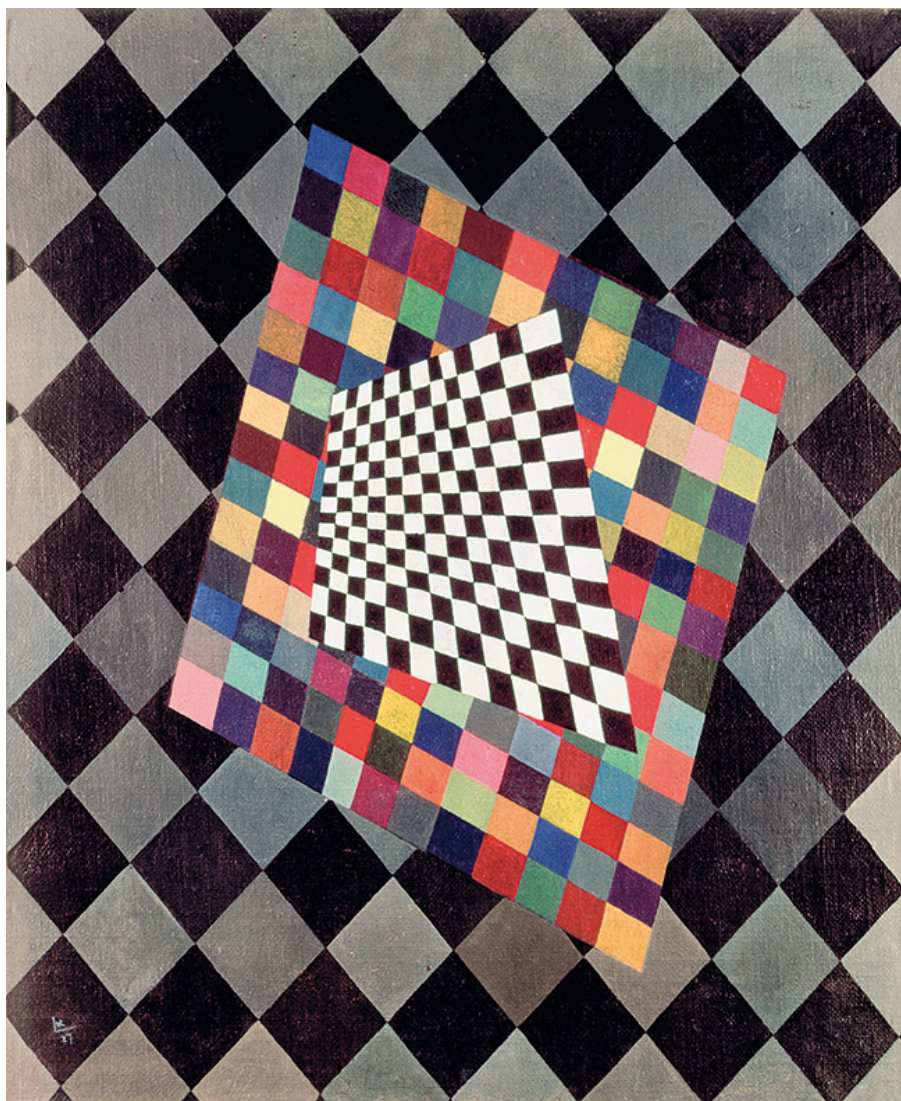
> **août 2017**, page 3

POLITIQUE, ÉCONOMIE, ÉCOLOGIE

## Anatomie d'une triple crise

Il y a dix ans éclatait la crise financière la plus grave depuis 1929. Les banquiers ont repris leurs affaires habituelles, mais l'onde de choc continue de se propager. Elle a rendu caducs certains modèles de croissance et provoqué un discrédit massif du monde politique. À ces deux crises s'ajoute celle, écologique, qui menace la planète elle-même. Comment les pensées critiques articulent-elles ces trois dimensions ?

PAR RAZMIG KEUCHEYAN



Vassily Kandinsky. – « Square » (Carré), 1927  
Galerie Maeght, Paris - Bridgeman Images

**C**OMME l'a montré l'historien Reinhart Koselleck, le sentiment de crise est inhérent à la condition de l'homme moderne (1). Le changement technologique, les cycles de l'économie ou les évolutions de la culture contribuent à nourrir une impression de constante nouveauté et, par contrecoup, de fin d'époque. Il arrive cependant que la crise soit réelle, et même que plusieurs se juxtaposent. C'est le cas aujourd'hui, avec un ébranlement indissociablement politique, économique et écologique. Comment s'articulent ces trois dimensions ? Au cours des dernières décennies, cette interrogation a travaillé penseurs et mouvements critiques.

La crise actuelle est d'abord politique. Trois principaux débats ont cours à son propos. Le premier consiste à se demander s'il s'agit d'une tension vis-à-vis des élites, qui seraient aujourd'hui exceptionnellement cupides et corrompues, ou si le problème renvoie à une défiance générale envers les institutions de la démocratie représentative, à une « crise de la représentation » qui se traduirait par des taux d'abstention élevés aux élections, par le vote d'extrême droite ou encore par la montée de mouvements politiques extra-institutionnels, comme celui des zones à défendre (ZAD) — telle celle de Notre-Dame-des-Landes, site d'un projet d'aéroport controversé en Loire-Atlantique.

La première position est défendue par Íñigo Errejón, l'un des fondateurs du parti espagnol Podemos, pour qui une majorité de la population continue à croire à la justice, aux Parlements, à l'administration, bref, à l'État démocratique (2). Ce à quoi elle ne croirait plus, en revanche, c'est à la capacité des élites, les fameux 1%, à œuvrer pour le bien commun, à générer des richesses ou à respecter la loi. Il en découle, selon lui, que les mouvements critiques — par exemple Podemos — doivent lutter non pour dépasser la démocratie représentative, mais pour la faire repartir sur des bases saines. Une forme de nostalgie des « trente glorieuses », de l'ordre politique d'après-guerre, est sans doute à l'œuvre ici. Errejón insiste sur la nécessité de combiner, pour régénérer la démocratie, interventions dans les institutions représentatives et mouvements sociaux à la base.

Cette position a un équivalent à droite, incarné par exemple par M. Donald Trump. Associant critique des élites de Washington et critique des médias dominants, le président américain promet lui aussi de redonner le pouvoir au peuple. Il évoque fréquemment le « mouvement » qui l'a porté au pouvoir, lequel transcende à ses yeux la vieille opposition entre républicains et démocrates. Lors d'un discours devant une convention conservatrice, le 24 février 2017, il n'a pas hésité à faire l'éloge du candidat aux primaires démocrates Bernie Sanders, dont nombre de partisans ont, selon lui, voté en sa faveur lors de l'élection présidentielle.

Le deuxième débat relatif à la crise politique concerne justement l'émergence de ce que le sociologue Stuart Hall a appelé dans les années 1970 le « populisme autoritaire », et dont le thatchérisme est une des premières manifestations historiques (3). Cette forme apparaît sur fond de ressac économique et d'affaiblissement des gauches ; une double crise qui atomise le consensus politique « social-démocrate » d'après-guerre.

## Un « capitalisme stationnaire » ?

Selon Hall, ce type de populisme a ceci de particulier qu'il s'appuie souvent sur des valeurs de gauche, qu'il détourne de leur sens premier pour leur conférer une teneur réactionnaire. Par exemple, la démocratisation des sociétés a profondément ancré dans les populations l'aspiration à l'égalité. Le thatchérisme s'appuiera sur ce sentiment pour stigmatiser les « profiteurs », ceux qui cherchent à obtenir des avantages indus aux dépens du peuple supposé vertueux. Bien entendu, les « profiteurs » sont souvent — bien que pas toujours — des étrangers, et le « bon peuple » des autochtones. Incarné par le premier ministre Viktor Orbán en Hongrie, par son homologue britannique Theresa May ou par la présidente du Front national Marine Le Pen en France, le populisme autoritaire semble promis à un bel avenir.

Un troisième débat porte sur l'origine de la crise de la représentation. Des penseurs comme Toni Negri ou David Graeber soutiennent qu'émergent à l'heure actuelle des formes de sociabilité collaboratives, rendues possibles par les réseaux sociaux ou par les évolutions du travail, avec la montée en puissance de l'« immatériel » (4). Or ces formes de sociabilité entrent en contradiction avec la démocratie représentative, elle-même issue de liens sociaux typiques des XIXe et XXe siècles. C'est l'opposition entre représentation et participation. La crise de la représentation trouve par conséquent son origine, à leurs yeux, dans les évolutions de la forme du lien social.

Pour le sociologue Wolfgang Streeck, la crise de la représentation s'explique au contraire par les contradictions économiques du système capitaliste. Avec la fin des « trente glorieuses », on assiste à la fin de l'alliance entre le capitalisme et la démocratie, sa meilleure « enveloppe ». Un capitalisme économiquement à bout de souffle, incapable de rétablir des taux de croissance significatifs, ne parvient plus à satisfaire les demandes de bien-être matériel des populations. Ce qui implique qu'à l'avenir le capitalisme s'alliera avec des formes politiques de moins en moins démocratiques.

Les controverses sur les convulsions de l'époque portent également sur la dimension économique. S'agit-il d'une crise financière, qui a contaminé l'économie dite « réelle » ? Ou est-on d'emblée face à une crise d'accumulation, dont l'épicentre se trouverait dans l'économie réelle ? Dans cette seconde éventualité, la finance ne serait pas la source du problème, mais seulement l'expression ou le reflet de contradictions sous-jacentes, objectives, présentes dans le monde de la production. Ce débat sur l'épicentre du krach est étroitement lié à la question de savoir si le capitalisme s'est remis de la crise des années 1970, celle qui mit fin aux « trente glorieuses », ou si nous sommes toujours plongés dans cette crise de longue durée.

Le politiste Leo Panitch et le syndicaliste Sam Gindin considèrent que le taux de profit se rétablit au cours de la seconde moitié des années 1980 et dans les années 1990 (5), signe, à leurs yeux, que le capitalisme surmonte la crise des années 1970. En ce sens, les événements de 2007-2008 marquent l'avènement d'une nouvelle grande crise, la quatrième de l'histoire du capitalisme après celles des années 1873-1896, des années 1930 (la Grande Dépression) et des années 1970. L'historien Robert Brenner soutient au contraire que nous ne sommes jamais sortis de l'onde longue dépressive des années 1970 (6), dont les problèmes actuels ne seraient qu'une nouvelle manifestation. Pour lui, le taux de profit n'aurait été rétabli qu'en apparence, grâce à la mobilisation de gains financiers et du capital « fictif ». L'usage du mot « crise », on le voit, renvoie toujours à des enjeux de périodisation historique.

Une autre controverse économique porte sur l'absence ou la faiblesse de la croissance observée au Japon et en Europe depuis trois décennies. Faut-il y voir une situation de long terme, voire définitive, ou une dépression certes longue et profonde mais inscrite dans les cycles normaux des

économies capitalistes ? En d'autres termes, vit-on une « stagnation séculaire », une sorte d'« état stationnaire » (7) ? Cette notion a été développée notamment par John Stuart Mill pour désigner des situations historiques où le caractère cyclique de l'économie capitaliste connaît un coup d'arrêt et où les économies s'installent durablement dans la stagnation. Chez Mill, l'état stationnaire est connoté positivement : l'humanité peut enfin cesser de penser à produire toujours davantage de richesses et se consacrer à des activités plus intéressantes, comme l'art. Mais l'idée de « capitalisme stationnaire » recèle une contradiction dans les termes, puisque le capitalisme est par essence dynamique, raison pour laquelle cette notion a suscité de nombreux débats depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Un troisième débat économique concernant la crise porte sur les « trente glorieuses » elles-mêmes. Celles-ci représentent-elles une exception dans l'histoire du capitalisme, ou sont-elles la norme en matière d'accumulation ? Les taux de croissance sans précédent de la période 1945-1973, qui ont entraîné une hausse générale du niveau de vie dans les pays occidentaux et une réduction des inégalités, résultent peut-être d'une conjoncture singulière, qui ne se reproduira plus. Certains espèrent cependant que, à l'avenir, avec la numérisation de l'économie, la révolution des biotechnologies ou les énergies renouvelables, ou une combinaison des trois, le capitalisme pourra connaître à nouveau des taux de croissance semblables.

Après la politique et l'économie, la troisième dimension de la crise est écologique. C'est là que le caractère inédit de la période se manifeste le plus clairement. Le capitalisme survivra-t-il aux périls environnementaux ? Certains penseurs, parmi lesquels Jason W. Moore et Daniel Tanuro, suggèrent que le système n'a prospéré depuis trois siècles qu'en exploitant une nature gratuite ou bon marché (8). Cette ressource rare, le capitalisme l'a utilisée comme si elle était illimitée. Il s'en est servi non seulement comme d'une « entrée », captée sous forme de matières premières transformées en marchandises, mais aussi comme d'une « sortie », une « poubelle globale » où se déversent les déchets et les sous-produits de l'activité économique — les externalités négatives de l'accumulation du capital.

Or, comme en témoignent les perturbations environnementales, la nature n'est plus en mesure d'exercer cette double fonction d'entrée et de sortie bon marché pour le capitalisme. Certaines ressources cruciales pour le fonctionnement des sociétés modernes (eau, pétrole, air non pollué, etc.) viennent à manquer, alors que l'entretien ou le nettoyage de la nature coûtent de plus en plus cher. Par exemple, les diverses pollutions entraînent des dépenses de santé croissantes, qui pèsent à la baisse sur le taux de profit. Le sociologue Immanuel Wallerstein en tire une conclusion sans appel : le capitalisme n'en a plus pour longtemps, précisément parce qu'il a un besoin impératif de cette nature bon marché.

C'est négliger sa résilience, répondent d'autres penseurs critiques. Le régime économique saura se sortir de cette crise, comme il a surmonté toutes celles qu'il a rencontrées. Dans un texte de 1974, le philosophe André Gorz affirmait déjà : *« Le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes "optimales" de dépollution et de production (9). »*

De même, l'économiste Michel Aglietta juge possible l'émergence d'un capitalisme « vert », d'un nouveau cycle de croissance de longue durée, fondé sur des énergies renouvelables. Pour lui, la Chine pourrait prendre la tête de ce nouveau cycle, tout comme les États-Unis se trouvèrent au centre du cycle de croissance « fordiste » dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. La campagne

syndicale européenne « One Million Climate Jobs », lancée en 2015, défend quant à elle l'idée d'un nouveau modèle de société fondé sur des « emplois climatiques » (10). Au prix d'une restructuration autour des énergies renouvelables, le capitalisme pourrait donc se passer de la nature gratuite et des énergies fossiles. Mais il resterait le capitalisme.

Des trois crises actuelles, l'environnementale est à la fois la moins immédiatement saisissable et sans doute la plus fondamentale au regard de l'effet transformateur qu'elle pourrait produire sur les sociétés. Il ne s'agit d'ailleurs pas à proprement parler d'une crise, laquelle suppose un « avant », un « pendant » et un « après » — une sortie de crise. Or, même à supposer que les pays industrialisés adoptent les mesures drastiques qui s'imposent en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre — et on en est loin —, le changement climatique provoque déjà des dégâts irréversibles. Ce que la « communauté internationale » peut faire, c'est limiter (considérablement) ces conséquences, mais non les inverser.

Pour y parvenir, il faut trouver des solutions audacieuses aux crises politique et économique. Le changement climatique offre une occasion de refonder la démocratie. L'adaptation des sociétés suppose de réorganiser de fond en comble la vie quotidienne des populations. Mais un tel bouleversement ne peut avoir lieu sans mobiliser ces dernières, sans s'appuyer sur leurs savoirs et leurs savoir-faire. La création de nouvelles institutions démocratiques à la base sera nécessaire.

En matière économique, l'annulation partielle ou totale de la dette publique représenterait une mesure écologique par excellence. Si l'État ne peut investir massivement dans la transition énergétique, c'est à cause d'une absence de volonté politique, mais aussi parce qu'il est prisonnier de ses créanciers. Crise politique, crise économique et crise écologique convergent, on le voit, en un seul et même problème.

RAZMIG KEUCHEYAN

Sociologue. Auteur de *La nature est un champ de bataille*, Zones, Paris, 2014.

- 
- (1) Cf. Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'EHESS, Paris, 1990.
- (2) Cf. par exemple l'entretien paru en français dans la revue *Ballast*, « [Podemos à mi-chemin](https://www.revue-ballast.fr/podemos-a-mi-chemin/) [https://www.revue-ballast.fr/podemos-a-mi-chemin/] », 4 mai 2016.
- (3) Margaret Thatcher a été première ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. Cf. Stuart Hall, *Le Populisme autoritaire. Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatchérisme et du blairisme*, Éditions Amsterdam, Paris, 2008.
- (4) Cf. par exemple Michael Hardt et Toni Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2000.
- (5) Cf. Leo Panitch et Sam Gindin, *The Making of Global Capitalism : The Political Economy of American Empire*, Verso, Londres, 2012.
- (6) Cf. Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence : The Advanced Capitalist Economies from Long Boom to Long Downturn, 1945-2005*, Verso, 2006.
- (7) Cf. Cédric Durand et Philippe Légé, « Vers un retour de la question de l'état stationnaire ? Les analyses marxistes, postkeynésiennes et régulationnistes face à l'après-crise », dans Arnaud Diemer et Sylvie Dozolme (sous la dir. de), *Les Enseignements de la crise des subprimes*, Clément Juglar, Paris, 2011. Lire aussi Kostas Vergopoulos, « [L'affreux doute des libéraux](#) », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.
- (8) Cf. par exemple Jason W. Moore, *Capitalism in the Web of Life : Ecology and the Accumulation of Capital*, Verso, 2015.
- (9) Lire André Gorz, « [Leur écologie et la nôtre](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.

(10) Cf. [www.climate-change-jobs.org](http://www.climate-change-jobs.org) [<http://www.climate-change-jobs.org>]

Lire aussi le [courrier des lecteurs](#) dans notre édition de septembre 2017.

---

Mot clés : Idées Finance Écologie Économie Politique Élections Idéologie Capitalisme  
Démocratie Inégalités Environnement Néolibéralisme Crise économique Crise financière Europe  
États-Unis